

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Telle est la réduction projetée. Elle peut être plus considérable. L'impôt sur le revenu équivaut parfois à peu près à une confiscation. Au Canada, nous avons éprouvé une sainte horreur à l'idée que l'avènement au pouvoir du parti travailliste, en Grande-Bretagne, allait peut-être entraîner un impôt sur le capital. En ce qui concerne les grands revenus, ce surplus est en somme un capital, car parmi les classes riches, beaucoup ne dépensent pas plus de dix ou quinze pour cent de leur revenu. Cet excédent augmente leur capital qu'ils engagent dans les différentes industries de la nation. Mais dès que ce revenu tombe sous le coup de l'impôt sur le revenu, vous ne pouvez pas vous attendre à ce que le capitaliste s'intéresse à l'activité industrielle du pays. Il se dit: "Non, je ne risquerai pas mon capital dans l'exploitation des ressources naturelles ou industrielles du pays. Je placerai mon capital sur des obligations de l'Etat et dans les valeurs exemptes d'impôts". Ainsi, honorables messieurs, j'ose dire que la classe riche du pays, détient la majorité des obligations de guerre qui ont été émises par le Dominion du Canada, et qui sont exemptes de la taxe. Les revenus de cette classe au lieu d'être employés au développement de nos ressources, ont servi à l'achat d'obligations placées sous clef dans les voûtes des banques et des compagnies fiduciaires.

Il y a un autre point à considérer—et il me suffira d'en faire mention pour convaincre mes honorables collègues que ce point aussi est juste: Il n'y a actuellement aucune activité, rien ne se développe. Visitez nos villes et vous observerez que la construction ou toute autre activité y fait défaut. De nouvelles industries s'établissent-elles au Canada? Je l'ignore, je n'en ai vu aucune surgir, et, cependant, j'ai parcouru le pays d'un littoral à l'autre.

L'honorable M. POPE: Les industries ferment leurs portes.

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: L'on ne constate aucun développement, au contraire on se révolte à la vue des nombreuses industries qui ont fermé leurs portes. Et cela provient de ce que nous poursuivons une politique de suicide en confisquant des capitaux qui devraient être employés au développement du commerce et de l'industrie.

Honorables messieurs, j'ai lu un compte rendu de ce que l'Angleterre et les Etats-Unis ont fait à ce sujet. Voyons maintenant quelle a été la conduite de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande: En Australie, on applique le surplus annuel du revenu sur les dépenses, à amortir la dette nationale qui,

en 1922-23, se chiffrait à £335,000,000, c'est-à-dire moins des deux tiers de la nôtre. En Nouvelle-Zélande, voici ce que dit le Premier ministre Massey:

Au cours d'un article publié dans le "Nineteenth Century", il écrit:

"Le gouvernement a pu annoncer qu'à la fin de l'année fiscale, au 31 mars dernier, il y avait un surplus de £1,315,638. A la dernière session, il a été possible de diminuer de 25 pour 100 l'impôt sur le revenu, de rétablir le port des lettres à deux sous, de supprimer la taxe sur le revenu pour les cultivateurs qui n'ont plus à payer que l'impôt sur la terre; de dépenser environ deux millions de livres sterling pour venir en aide aux anciens soldats établis sur des terres; d'ajouter annuellement £80,000 au montant déjà alloué pour les pensions aux soldats; de supprimer la taxe sur les amusements, du moins sur les billets d'admission ne dépassant pas un shilling; enfin de supprimer l'impôt sur le thé."

J'ajouterai que le "Journal" de ce soir publie un câblogramme annonçant les récents efforts faits par le gouvernement de la Grande-Bretagne dans le but de diminuer les dépenses et les impôts.

Londres, 4 mars.—Le montant des subsides, voté pour le Service civil et le ministère du Revenu, accuse une économie de £37,000,000 pour l'année fiscale 1924-25. Les chiffres sont comme suit: 1923-24, £327,212,872; 1924-25, £289,874,727. Les principales diminutions sont: services coloniaux, £7,500,000; ministère des Pensions, £6,750,000; services de l'est, environ £3,000,000; ministère du Travail, £2,000,000.

J'attire l'attention de mes honorables amis sur les efforts que font ces différents pays pour amortir leur dette. Au Canada, le fardeau est écrasant. Il tue l'industrie, il paralyse le commerce, et il va détruire notre avenir national si l'on n'y apporte promptement remède. Afin que mes honorables collègues ne soient pas sous l'impression que mes remarques sont dictées par les rapports de la presse ou les résolutions adoptées l'été dernier par des organisations commerciales, je leur rappellerai qu'à la dernière session j'ai attiré l'attention de cette Chambre sur la situation; et si vous voulez bien me le permettre, je répéterai un court extrait de ce que j'ai dit alors:

Je n'exagère pas. Nous imposons de telles charges que nous étouffons les affaires, nous empêchons le développement et le progrès, et nous précipitons la débâcle. Le gouvernement au pouvoir ne montre ni le moindre intérêt, ni l'intention d'aborder cet important problème. Les sources d'impôts sont multiples au Canada. Le gouvernement fédéral impose des taxes, les gouvernements provinciaux le font également sous forme d'impôts sur le revenu et plusieurs municipalités ont aussi le même pouvoir. Les provinces infligent aujourd'hui l'impôt foncier tout comme le font les municipalités et à moins que l'on fasse un effort intelligent pour s'occuper de cette importante question, le pays va s'acheminer vers un désastre.

Il est de toute nécessité qu'une organisation d'experts traite de cette question avec les provinces et les municipalités de façon à supprimer cette multiplicité de bureaux imposant les mêmes taxes. Je ne dis pas